L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 19 JUIN 1880. 53me Année

DUFOUR & LEBEY, Propriétaires-Editeurs.

NOUVELLE-ORLEANS. SAMEDI MATIN, 19 JUIN.

Entered at the Post Office at New Orleans, La., as Second Class Matter.

VENTES AL'ENCAN DE CE JOUR

Par le Shérif, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, plusieurs terrains et bâtisses dans les 1er et 8me districts. (Pour plus de détails, voir aux annonces.)

Par Sparr & Escoffier, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, belles propriétés améliorées à la Baie St-Louis. Aussi, propriétés de valeur améliorées dans le 2me district, No 333 Dauphine, vis-à-vis la Monnaie, rue Claiborne, coin Urselines, et ce siège confortable No 166 rue des Français, entre Remparts et Bourgogne.

Par Nash & Hodgson, à la Bourse d'Bucan St-Charles, rue St-Charles, la belle bourse en briques faisant face à la rue Dryades, entre Gravier et Perdido. Aussi, actions du Carondelet Canal & Navigation Co., propriétés de valeur dans le 7e district, trois magnifiques résidences formant le coin des rues Remparts et St-Pierre, etc.

Par Armand Sella, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, excellente résidence à Mandeville.

Toutes les chances sont pour les hommes nouveaux.

Si le parti républicain n'a pas été le plus fort dans les délibérations du Congrès pendant les quatre dernières sessions, il faut convenir que de la part de ce parti, ce n'est pas faute de complaisance et d'attention pour le Nord-Ouest, car depuis vingt ans, c'est dans le Nord Ouest qu'il a soin de choisir tous ses candidats à la présidence et, sous ce rapport, il n'a pas été trop malheureux jusqu'ici. C'est dans l'Etat de l'Illinois que le parti républicain découvrit le successeur de Fremont et qu'il triompha pour la première fois par l'élection de Lincoln, bien qu'il fut alors en minorité. Les trois candidatures simultanées de Breckenridge, Douglas et Bell, lui firent la partie belle, et il semble que depuis lors, depuis novembre 1860, le parti républicain n'ait cessé d'avoir pour le Nord-Ouest une très grande considération à en juger par la seconde nomination de Lincoln, les deux nominations de Grant qui était aussi de l'Illinois, et pour la nomination de Hayes qui était de l'Ohio.

Ces trois nominations rebâchées pour les deux premiers, ont absorbé les vingt années qui se sont écoulées de 1860 à 1880, et le parti républicain aspire, avec son quatrième candidat de l'Ouest, Garfield, qui est de l'Ohio, entamer une nouvelle période et perpétuer ainsi sa prépondérance fédérale.

Il se trompe très probablement pour cette fois, comme du reste il s'était trompé déjà avec la candidature de Hayes, puisque ce dernier non élu ne fut déclaré l'avoir été que par un moyen frauduleux conçu en dehors des retours acquis et bien constatés de l'élection. Mais que la question, soulevée alors, ait été tranchée par l'audace ou la mauvaise foi, peu importe au parti républicain! Il n'en a pas moins eu la victoire avec un homme de l'Ohio, et c'est encore un homme de l'Ohio qui doit lui en procurer une sixième. Le parti croit à cela comme à un talisman et il compte sur la destinée pour faire triompher Garfield.

Le Nord-Ouest est devenu ainsi la forteresse du parti républicain. C'est là qu'il a groupé ses forces; c'est là qu'il a fixé la base de ses opérations, et c'est par là qu'il compte encore avoir le dessus dans la lutte prochaine. Il y a bien d'autres raisons pour les quelles le parti républicain a dû ménager l'Ouest et lui donner la préférence dans le choix de son candidat, et ces raisons expliquent comment il a pu se combattre d'un homme aussi taré que Garfield. Mais s'il n'a pas trouvé mieux que cela pour sa combinaison, il faut y voir un pronostic de ruine. Garfield a été pris dans cette combinaison comme dernière ressource, et nous admettons qu'il a plus de chances que n'en aurait en Conkling, Washburne, Edmunds, Sherman ou tout autre membre distingué du parti. Mais cela ne suffit pas pour assurer la victoire en novembre, et quelque soit le candidat démocrate nous croyons qu'il sera préféré à Garfield par le peuple libre des Etats-Unis.

Les démocrates ont l'avantage d'être des hommes nouveaux. Ils n'ont appartenu à aucune administration fédérale depuis la fin du terme du président Buchanan, bien qu'ils se soient coalisés avec les républicains pour combattre le Sud pendant la guerre. Ni Lincoln, ni Grant, ni Hayes n'ont voulu d'eux pour officiers publics ou secrétaires d'Etat. Si donc la guerre avait un but honorable, les démocrates ont en cet honneur, sans avoir trempé dans aucune des turpitudes du gouvernement républicain, pendant ou après la guerre. Les dettes, ils ne les ont pas faites; les malversations, ils ne les ont pas commises. Les grandes financières, la dilapidation de la fortune publique, les scandales administratifs, le régime brutal appliqué au Sud, l'exploitation sans pudeur de cette section, et la spoliation de ses habitants, tout cela est le fait du parti républicain, le parti déraciné et étant resté entièrement étranger. Il y a eu des défections, il est vrai; quelques démocrates ont passé au parti républicain, mais en fort petit nombre; il serait facile de les compter, et nous pourrions, à la rigueur, mettre ces transfuges sur le compte de la misère, si nous voulions, et non sur le compte d'une cessation de sympathie pour leur ancien drapeau.

Pour le Nord, il n'y a donc rien à reprocher au parti démocrate. Le peuple tout entier doit savoir aujourd'hui que ce parti a travaillé avec désintéressement au salut de l'Union, sans avoir participé en rien ni aux honneurs ni aux profits qui ont été, pour les autres, exclusivement, le résultats de la guerre. Le peuple du Nord en majorité faisait déjà cette distinction aux élections de 1876, puisqu'il donna à Tilden 300,000 voix de plus qu'au candidat républicain.

Il la fera bien mieux en novembre prochain, lorsque sera présenté à son suffrage un [illegible] parce de la démocratie dans les [illegible] duquel il n'apercevra aucun [illegible]. On peut dire d'avance quelle [illegible] des élections en voyant les [illegible] démocrates portés à la candidature présidentielle. Il n'y en a pas un seul qui ait à solder les suites d'une recherche quelconque dans son passé. Tilden, Thurman, Seymour, Bayard, Hancock, Payne et plusieurs autres, dont la fantaisie publique s'est occupée, sont tous à l'abri de la censure et des récriminations qu'inspire toujours le sentiment de la rivalité ou de la jalousie. On les aime ou on ne les aime pas; on travaillera pour eux ou on ne travaillera pas, chaque électeur ayant ses sympathies ou ses préférences, mais personne ne s'avisera de dire qu'ils ne sont pas d'honnêtes gens et que, si l'un d'eux était élu, il serait tache à la série de ces présidents de l'ancienne école, religieusement dévoués à la expectation, et dont la dernière illustration a été le président Buchanan. Avec Tilden, Seymour, Bigsell ou Hendricks, c'est l'école de Polk, de Millard Fillmore, de Pierce, de Buchanan, qui reviendrait aux affaires, et les questions politiques qu'ils donneraient un pays sont de celles qu'on estimera toujours à toutes les époques et chez toutes les nations, les garanties d'honneur, de probité et d'intelligence. Avec Tilden, on aurait la garantie de la fortune et celle d'une habileté éprouvée dans l'administration d'un grand Etat. Avec Tilden, on aurait encore une plus grande certitude de succès, par la raison bien simple qu'il en a déjà remporté un et que les mêmes électeurs le lui feraient avoir une seconde fois. Mais cette considération, bien importante cependant, sera peut-être mise de côté par la convention de Cincinnati, et nous nous soumettrons d'avance au choix qu'elle fera, tout en insistant sur ce point que les derniers des candidats démocrates vaudront toujours plus que Garfield et Arthur dont la défaite selon nous, ne peut être douteuse.

Trop de gouvernants.

Nous engageons le Bureau de Santé à beaucoup de prudence dans les mesures qu'il jugera à propos de prendre dans l'intérêt de la salubrité publique. Il ne faut pas pour des théories, le plus souvent utopiques, causer aux habitants des difficultés sans nombre et coûteuses dans un moment où des charges de toutes sortes pleuvent sur eux. Ces visites domiciliaires faites à tout propos sont très gênantes, d'autant plus génantes qu'elles ont toutes pour conséquence quelque dépense imprévue et qui ne faisait pas partie du budget domestique.

Les inspecteurs ayant laissé leurs ordres, il faut qu'ils reviennent quelques jours après pour savoir s'ils ont été exécutés. Tantôt c'est pour une affaire de vidange, tantôt c'est pour une voute mal faite, tantôt c'est une question d'eau ou de citerne, d'écoulement ou de remblai; en vérité c'est intolérable et nous croyons que les habitants se verront bientôt obligés de s'organiser pour la défense commune de leurs biens.

On ne peut pas être pendu ainsi à toutes les potences. Les habitants payent des redevances à l'Etat, à la municipalité, au bureau de santé; ils payent encore des coupons d'intérêt à des gens qui ne payent jamais rien eux-mêmes; il nous semble que cela suffit et qu'on ferait bien de ne pas les inquiéter pour exécuter à leurs frais des projets d'une utilité hypothétique. A voir les inspecteurs du Bureau de Santé se ramener comme ils le font, pour ordonner ici et là des réparations, voire même des reconstructions totales, on dirait que ces gens-là ignorent les charges fiscales qui pèsent sur les propriétaires et qui absorbent leur revenu. C'est pire que sous le temps de Choppin, et beaucoup de gens, qui ne pensaient plus à lui, commencent à le regretter.

Vraiment, nous avons trop de gouvernants, beaucoup trop, et le temps est venu de simplifier toutes ces machines: le mieux serait d'en supprimer quelques unes. C'est ce à quoi nous conseillons fortement aux habitants d'aviser. Le meilleur moyen serait de prier le Gouverneur Wiltz, dès qu'il sera de retour, d'engager tels officiers et même tels juges à donner leur démission. L'association des contribuables devra s'occuper de cette affaire.

Société Française de Bienfaisance.—On nous prie d'appeler l'attention des sociétaires sur un avis du président publié aujourd'hui dans l'ABEILLE. Il y verront qu'en l'absence de M. F. Limet, M. J. Lebeau remplira les fonctions de vice-président intérimaire, et que, à partir du 1er juillet, le service médical à domicile pour la partie inférieure de la ville sera fait par le Dr L. A. Farrier. Les personnes désirant des exemplaire de l'Historique de la Société peuvent se les procurer en s'adressant soit au président, ou à un des membres du Conseil, au collecteur, au secrétaire, à M. Bouvier, 103 rue de Chartres, ou bien à l'Asile.

Poison.—C'est un fait admis que la fièvre jaune et les fièvres intermittentes et rémittentes qui l'accompagnent sont le résultat d'un empoisonnement par la respiration d'un air infect. Il n'y a pas de remède connu qui purifiera le sang si promptement que la préparation de Warner "Safe Kidney and Liver Cure" qu'on prend en connexion avec les "Warner's Safe Pills."

S'embarquer sans biscuit est un tort; se retirer à la campagne sans une bonne provision de savon, c'est plonger de la payer 25 cts de plus qu'à l'Etoile Rouge.

Payez de suite vos taxes de ville et écoles des écoles. Il ne reste que quelques jours.

M. Philip Werlein, 135 Canal, vendra à bon marché pour du comptant quelques excellents pianos Floyd d'occasion qu'il a en magasin. Il offre également l'admission sur ses célèbres pianos Chickering, Mathushek, et Hale, qu'il garantit comme réalisant parfaitement à l'humidité de notre climat. M. Werlein invite les personnes ayant besoin de pianos à venir examiner son assortiment.

Si vous voulez un ameublement de chambre à coucher, élégant et fin, en bois de rose ou d'acajou, ou une table commune de cuisine; si vous voulez un piano, vous trouverez tout cela également à bas prix à l'ancienne du Golden Eagle,

Au coin des rues Remparts et Perdido

La Cinche-quinine guérit le frisson et la fièvre

—Le *Neue Wiener Tageblatt* fait connaître la mande originale d'un des plus riches magnats hongrois, le comte C....., qui avait une collection de 366 cannes, toutes pièces de prix, toutes différentes les unes des autres.

Ces cannes étaient disposées dans des meubles élégants appropriés à cet usage, et cela en rang selon l'ordre des jours de l'année pour chacun desquels le comte prenait pour sortir la canne correspondante. Jamais une autre; la 366e était destinée au 29 février des années bissextiles.

Cependant le comte G..... avait une tendance spéciale pour certaines de ces cannes, celles auxquelles se rattachaient des souvenirs ou qui étaient particulièrement magnifiques. A celles-là, et aussi à la pauvre 366e qui ne devait régulièrement sortir de son armoire que tous les quatre ans, il leur faisait parfois prendre l'air par un jour de faveur extraordinaire, c'est-à-dire qu'il faisait entendre à son valet de chambre, mais par exemple seulement, qu'il eût à aller se promener en s'appuyant sur telle ou telle canne préférée.

Chansonnes Louis XV, à l'Etoile Rouge.

Il ne reste que quelques jours pour payer vos taxes de ville sans frais.

—On se rappelle le succès des *Lettres et Mélanges* de M. X. Doudan.

Le libraire Calmann Lévy va faire paraître, à petit nombre d'exemplaires, un ouvrage des plus curieux du même auteur: *Pensées, Excuses et Maximes.*

Nous sommes sûre d'être agréable à nos lecteurs, en détachant des bonnes feuilles les assez extraites qui suivent:

Il y a dans l'art d'écrire quelque chose que les Parisiennes ont dans l'art de s'habiller.

Parmi les écrivains, M. Guizot donne l'impression d'un tableau de Van Dyck; M. de Chateaubriand, des ruines de la ville Adriana en de Tivoli; Bossuet, d'une grande citadelle agitante et debout; M. Thiers, d'un régiment, musique en tête, que les enfants suivent d'un air ébahi en marquant le pas.

L'homme a encore plus le désir de la beauté qu'il n'en a la connaissance; de là les caprices de la mode.

Il faut l'imagination des autres à ceux qui n'en ont pas. Ceux qui en ont se mettent partout.

N..., a gagné des idées bêtement, par la raison, comme on maladroit en bourbouille de poisons à que porte sombre nouvellement reputée.

Quand le malheur fait une voie d'eau, le bonheur avec une verte.

Les Black Crooks, le meilleur le plus solide qui soit fabriqué; spécialité de l'Etoile Rouge.

—On discute un mariage entre parents.

—Si je vous fais observer, intervient le père de la demoiselle, aspect poétique, que Léonie ne chante pas, ne joue pas du piano, ne joue pas à la patience; que qu'elle n'a aucun art de dépenser son argent.

FRANCE.

Le temps marche; le terme fixé par les décrets du 29 mars approche. Aussi n'est-il point sans intérêt de mettre sous les yeux de nos lecteurs la conclusion du principal article de la *République française* de ce jour:

Que le gouvernement tienne ferme, dit notre confrère (et il tiendra ferme), ne serait-ce que parce que, s'il reculait, le fiot redoutable de l'opinion publique l'emporterait du jour au lendemain, et avant un mois la France serait commencé le grand mouvement qui doit faire rentrer le clergé dans les limites étroites du Concordat.

Nous sommes ceux-mêmes le sentent et s'avouent vaincus.

Quand nous offrirons le centenaire de la Révolution, nous serons, si nous le voulons, aussi émancipés de la bataille de l'Eglise que l'étaient nos pères en 1789. Il n'y aura pas sans doute de quoi nous glorifier outre mesure, mais enfin nous n'aurons perdu qu'un rêveur.

—La commission du budget doit conférer avec M. de Freycinet sur une proposition faite par M. Proust et qui a pour but de calmer le tempérament des ambassadeurs en deux parties, l'une qui serait fixe et consisterait à le traitement personnel de l'ambassadeur, et l'autre destinée à couvrir les frais de représentation, et qui serait payée après justification des dépenses faites. Ce système est en vigueur dans plusieurs pays étrangers, notamment en Autriche.

—La commission chargée d'étudier le nouveau régime à adopter pour la publication du *Journal officiel* a parlé du 1er janvier prochain, vient de prendre une importante résolution.

Elle avait, dans ses précédentes séances, décidé qu'il y avait lieu de déposséder M. Wittersheim, de renoncer à l'industrie privée et de confier à l'imprimerie nationale l'impression de la feuille officielle. Mais l'imprimerie nationale a fait savoir qu'elle n'était pas outillée pour un pareil travail.

Elle se trouvait en présence de deux projets: ou bien racheter l'immeuble et le matériel de M. Wittersheim, ou construire un établissement à proximité des deux Chambres.

M. Wittersheim demande deux millions pour céder son établissement complet. L'architecte du ministère de l'intérieur a au contraire préparé le devis pour la construction d'un établissement nouveau.

Un terrain est libre à l'angle de la rue du Bac et du boulevard Saint-Germain.

D'après le devis préparé, la dépense totale serait de 16,000,000 francs, ainsi répartie:

Terrain 450,000 francs, matériel 700,000, constructions 550,000.

Ce terrain a une étendue de 900 mètres tandis que celui de M. Wittersheim n'a que 585 mètres.

La commission incline à vers la construction d'un nouvel établissement; mais, en présence de la nécessité d'une prise de résolution, elle n'est prononcée pour l'acquisition de l'établissement de M. Wittersheim.

Toutefois, elle a émis l'avis que l'Etat ne devrait pas dépasser la somme de 1 million 600,000 francs.

Grande variété de pantoufles à strap, à l'Etoile Rouge.

A LA CHAMBRE.

M. Gambetta préside.

Répondant à M. de Cléry, M. Varroy, ministre des travaux publics, dit que la question du grand canal du Nord à Paris était activement étudiée..... par une commission d'inspecteurs des ponts et chaussées.

Il n'y a donc point lieu d'être pressé.

M. de Janzé demande ensuite à l'honorable ministre quelle solution avait été donnée au problème de la communication à établir entre les voyageurs et le chef de train. Il a constaté que les secondes directrices ont souvent sympathisé, plus souvent, ne fonctionnent pas, ainsi qu'on vient de le voir lors du drame qui s'est passé entre Nogent et Miramon, et lors de l'accident de Saint-Just sur la ligne du Nord.

M. Varroy a répondu qu'on était arrivé à résoudre, au moins dans une certaine mesure, le problème de la communication. Si la sonnerie n'a pas fonctionné dans l'accident de Saint-Just, c'est qu'il avait été intercepté dans le train trois voitures belges non appropriées au système. L'administration a invité la Compagnie à étudier le système des glaces dormantes qui permettent de voir d'un compartiment dans l'autre, et elle prendra toutes les mesures nécessaires pour sauvegarder la sécurité des voyageurs.

M. Robert Mitchell développe ensuite son interpellation relative à l'application de la loi municipale dans le département de la Gironde.

M Robert Mitchell a un splomb ultra-bonapartiste.

Figures-vous que le gouvernement a pris la liberté grande de suspendre des maires qui avaient amicalement reçu des célébrités pour le repos de l'âme de Napoléon III.

Ce thème, modeste en apparence, a permis à la vive imagination de M. Robert Mitchel de déployer toutes ses facultés.

—Ce n'est pas Napoléon III qui aurait eu de pareilles idées! dit sérieusement M. Mitchell.

Chacun sait qu'il, en matière de libéralisme, on ne saurait mieux trouver que les procédés de ce souverain.

—Il permettait, ajoute M. Mitchell, aux fonctionnaires qui avaient reçu des bienfaits de la Restauration ou de Louis-Philippe d'aller en Angleterre assister aux messes dites pour le repos de leur âme.

En vérité, M. Mitchell se moque des gens. S'il a pris à quelque vieil inamovible fantaisie d'aller assister à des messes en Angleterre, pourquoi, diable! Napoléon III n'y serait-il opposé? Mais a-t-il jamais osé en France!

Chacun sait qu'il y aurait en grande distribution de coups de fusil si les républicains s'étaient permis de célébrer des anniversaires. Du reste, l'empire nommait ses maires, et on lui rendre cette justice qu'il ne les choisissait point parmi ses ennemis.

M. Robert Mitchell est mieux inspiré lorsqu'il dit:

"Ces maires suspendus ont envoyé leur démission. Elle a été refusée. Ils se sont ainsi maintenus en fonctionnaires malgré eux.

"Du moment que le gouvernement ne les révoque pas, ils ont du moins le droit de se démettre de leurs fonctions; et il n'est pas admissible que le gouvernement puisse les astreindre à rester indéfiniment à l'état de maires suspendus."

La droite a applaudi M. Mitchell, qui a quelquefois de l'esprit, dénisé rare de ce côté de la Chambre.

M. Constans a fait une courte réponse.

—Si les maires ont été suspendus, dit-il, c'est que les nombreux services officiels dans l'arrondissement indiquaient une manœuvre ayant pour but de faire le démembrement des forces bonapartistes; la loi du 5 mai 1855 n'ayant fixé aucun délai à la suspension, elle est indéfinie. Quant à la révocation, le gouvernement n'a pas jugé à propos de l'élargir aux maires suspendus, et ces maires ne peuvent pas donner leur démission, parce qu'ils ne sont plus maires.

La droite souligne cette déclaration de rires ironiques.

M. Robert Mitchell remonte à la tribune et constate que, d'après le raisonnement du ministre, un maire peut être suspendu toute la vie sans pouvoir le mais donner sa démission. [Nouveaux rires à droite.]

La Chambre revient ensuite aux tarifs de douane, et adopte les articles 475 à 579.

La suite de la discussion est renvoyée à demain.

Jusqu'au premier septembre, l'Etoile Rouge fermera tous les soirs à 9 heures. Le Dimanche l'établissement restera ouvert jusqu'à une heure seulement.

Sainte, 25 mai—Mlle M..... a fait les aveux les plus complets de ses relations intimes et déjà anciennes, avec M. de T..... elle a même raconté dans quels appartements ayaient lieu leurs rendez-vous. Son état est aujourd'hui satisfaisant; nous seulement on ne craint plus pour sa vie, mais les yeux ont-mêmes sont en voie de guérison; elle a accepté hier, à titre d'indemnité, une somme de 20,000 fr. qui lui a été offerte au nom de M. de T....., c'est du moins ce que l'on raconte.

L'opinion publique tout entière et la presse de tous les partis contiennent à blâme de T..... leur et légitime sympathie des premiers jours.

Chaussures pour enfants, à l'Etoile Rouge.

Un voyage mystérieux.

Un correspondant de Saint-Pétersbourg fait le récit très circonstancié et très intéressant d'un voyage mystérieux que, selon lui, le tsar Alexandre aurait fait en France, il y a quelques semaines, au moment du départ de Nice de l'impératrice de Russie et de l'expulsion de M. Allenoff. Nous ne saurions dire en juste le degré de créance qu'il convient d'apporter à cette singulière révélation, mais le fait serait en lui-même tellement bizarre, tellement que nous n'hésitons pas à en porter le récit à la connaissance de nos lecteurs. D'ailleurs, lorsqu'il s'agit de la Russie et des Russes, on peut presque dire que tout est croyable, tellement, tout en ce pays, hommes, coutumes, événements, est étrange et mystérieux.

Voici la lettre de ce correspondant:

Je reçois de la source la plus authentique, et je vous envoie les détails les plus curieux sur un fait bruyamment raconté en Europe, et qui a échappé même à la presse allemande, qui ne prétend si bien renseignée au sujet de tout ce qui concerne la Russie. Ce fait est le récent voyage du tsar Alexandre II en France et son passage à Paris, à Marseille et Perpignan. Marie-Alexandrovna était si gravement malade à Cannes.

On se souvient qu'à ce moment-là de grave démence divisaient le tsar et le prince Alexandre. Ce dernier, qui se trouvait dans la famille, était le favori. Que d'un côté les nihilistes menaçaient de l'anéantir dans son palais, où les ouvriers trouvaient le moyen d'introduire de la dynamite, malgré la plus active surveillance. De l'autre, le parti du mécontentement montrait, de jour en jour, plus audacieux. Il y avait péril dans la demeure; le tsar prit une résolution énergique; il se décida à partir lui-même pour Cannes et à ramener Impératrice à la cour.

C'est alors que tous les journaux de l'Europe annoncèrent que le comte Adlerberg II, ministre de la cour impériale, était parti pour Cannes afin de se rendre compte de l'état de l'impératrice et de s'assurer par lui-même, si elle pouvait, oui ou non, supporter le voyage. Les journaux russes annoncèrent officiellement que Marie-Alexandrovna désirait ce retour.

Voici donc la vérité. De compagnie avec le comte d'Adlerberg voyageait, dans le plus grand incognito, le tsar Alexandre II lui-même, qui allait surveiller l'impératrice de retour à Saint-Pétersbourg, et lui expliquer par sa présence seule pouvait le contenir aux dangers dont l'entouraient les membres de sa propre famille.

L'impératrice, oubliant ses souffrances, se disant que son devoir l'appelait, même mourante, aux côtés de son époux en danger, quitta Cannes au péril de sa vie, pour défendre le trône attaqué, ébranlé de toutes parts, du père de ses enfants.

Le gouvernement français, nous en avons des preuves, connaissait parfaitement l'arrivée du tsar à Nice. Le comte Brancion, préfet des Alpes-Maritimes, se rendit alors à Cannes pour aller au devant du "comte Adlerberg" comme disaient les journaux. Or, à l'arrivée du "ministre de la cour impériale russe," la gare de Cannes était hermétiquement fermée et entourée d'un cordon de sergents de ville et de gendarmes français, qui ne laissait approcher personne. Une voiture "fermée" prenait le "comte Adlerberg" de la gare à la ville où résidait l'impératrice. Personne ne fut admis à pénétrer dans cette ville, dont une autre troupe de sergents de ville surveillait scrupuleusement l'entrée; on craignait que des personnages suspects n'approchassent du tsar pendant sa courte visite à la ville.

En même temps que le tsar, était arrivé le premier ingénieur de tous les chemins de fer russes, qui ne quitte pas un instant Alexandre II, quand il voyage.

C'est en ce moment qu'eut lieu l'explosion d'Alleneff," expulsion qui fit tant de bruit. On ne comprit guère alors pourquoi on avait attendu ce moment pour expulser le révolutionnaire russe, qui était depuis quelque temps à Cannes. La vérité est que l'on craignait précisément les effets de la surexcitation d'Alleneff et on attendait de se débarrasser de lui que le tsar.

Alexandre II emmena donc l'impératrice.

Pendant toute la durée du voyage, le wagon qui contenait la malade demeura fermé à tous les regards; il ne fut pas même ouvert à Berlin. Ce n'est qu'à Gatchina, à deux heures de Saint-Pétersbourg, que ce wagon s'ouvrit pour laisser descendre le tsar qui partit en avant, afin de recevoir officiellement l'Impératrice à la gare.

Telle est l'histoire, sérieusement étudiée, du voyage de l'impératrice de Russie, de Cannes à Saint-Pétersbourg. Quoiqu'elle arrivât presque mourante, elle fut ramenée au bouclier pour le tsar contre le parti croissant de grand-duc héritier. Elle réunit même à réconcilier le père et le fils, sur la base d'un "compromis" secret. C'est quelques jours après l'arrivée de l'Impératrice que le tsar tint aux soldats de sa garde, dans le manège de Michaïlovsky, le fameux discours où il fit l'éloge du tsarewitch. Le danger que conjura l'arrivée de l'impératrice était tellement imminent pour le tsar, que personne à la cour, à ce moment-là, ne croyait qu'Alexandre II pourrait se maintenir plus longtemps sur le trône des tsars blancs.

Si vous voulez que les professeurs et que la police soient payés allez à l'Hôtel de Ville et payez vos taxes. Il ne reste que quelques jours pour payer sans frais.

2 Black Crooks, pour garçons, à l'Etoile Rouge.

—Les Américains, dit l'*Economiste français*, se préoccupent fortement de la concurrence que l'Australie commence à leur faire pour les viandes conservées. Il est aujourd'hui certain que les viandes peuvent être préparées par un procédé de congélation en Australie, et après une traversée de soixante-deux jours être délivrées à Londres dans le meilleur état de conservation.

Un correspondant du *Times* de Londres écrit à ce journal que la viande peut être achetée à Sydney à un prix inférieur à deux pence (20 c. la livre), et qu'il paraît de deux cents à deux cents de plus pour couvrir les frais de transport en Angleterre. Il ajoute que la viande y est d'une qualité bien supérieure à la viande américaine, et quant à la permanence de l'approvisionnement, il insiste sur ce point que l'Australie, la majeure partie, est une contrée pastorale, où qu'elle peut entretenir, comme elle entretient en effet une bien plus grande quantité de moutons et de gros bétail qu'elle n'en a besoin pour sa consommation.

M. Adams calcule que l'Australie peut exporter avantageusement le cinquième de son stock qu'il estime approximativement à 63 millions de moutons et 7 millions de bêtes à cornes; et il nous dit qu'il y a, dans la Nouvelle Galles du Sud seulement, 160 millions d'acres de terrains très propres à devenir au besoin d'excellents pâturages, pour peu que l'élève du bétail y paraisse recommandeur.

On peut ajouter d'ailleurs que ce n'est pas l'Australie seulement que les Américains la concurrence des conserves dans ce commerce prend un développement très rapidement important. Les Pampas de l'Amérique du Sud promettent de jouer un grand rôle dans l'approvisionnement des marchés européens en viandes conservées.

Plusieurs cargaisons ont été expédiées de Buenos-Ayres et de Montevideo sur des navires à réfrigérant, et les résultats ont été assez satisfaisants pour que l'épreuve soit recommencée sur une plus vaste échelle.

—Tampin est tombé bien dans sa sacoche, sanglé, gris à cravache, et il n'est fortement contusionné.

Il en relève pâtiniement et, avec son élégance habituel:

—Dans une maison comme celle-là, dit-il, un chirurgien devrait être attaché à l'escalier.

Le cuisine qui a la ville sans vous procurer de la chaussure de l'Etoile Rouge.

La Bête de St-Louis de Gonzague étant une de celles que célèbre l'Archiconfrérie des "Mères Chrétiennes", le Président et les Dames qui en font partie se réunissent, en Cathédrale St-Louis, à la messe qui sera dite à 7 heures, LUNDI, 21 juin. 19juin—1t

Aux journaux de province.

Mr. KARL MELITE, ex-rédacteur de l'*Opinion Catholique*, qui vient d'arriver à la Nouvelle-Orléans, offre ses services pour rédiger un journal de province et, en Catholique St-Louis, à la messe qui sera dite à 7 heures, LUNDI, 21 juin. 19juin—1t

Société Française de Bienfaisance et d'Assistance Mutuelle de la Nlle-Orléans.

AVIS est, les Sociétaires sont informés qu'à partir du 1er Juillet prochain, le service médical à domicile, pour la partie inférieure de la ville, sera fait par le Dr L. A. Farrier, demeurant rue St-Philippe, No 60.

Par ordre du Président, de M. F. Limet, M. J. Lebeau remplira les fonctions de Vice-Président pro tempore.

HISTORIQUE DE LA SOCIETE.

Les personnes qui désirent se procurer des exemplaires de l'Historique peuvent les obtenir en s'adressant soit au Président ou à un des membres du Conseil, au Collecteur ou Secrétaire à l'Asile ou chez M. Bouvier, 103 rue de Chartres. Prix, 25 cents l'exemplaire.

Par ordre du Président,

J. SCHWERTFEGER. L. Bertin, Secrétaire. 19juin—3t

AVIS.

Nouvelle-Orléans, 18 juin 1880.

Les soussignés certifie qu'il était porteur de un quart du billet combinaison Nov 17-66-71, e nos 114 de la Loterie de l'Etat de Louisiane, qui a gagné le premier gros lot de cent mille piastres, [illegible] 1880, et dit billet ayant encaissé la somme de Vingt-Cinq Cents en bonnes de Jos E. Dour, No 1140 rue Dryades, et que le montant lui en a été payé comptant par ledit encaissé de billet des [illegible] de Dauphine et Conti.

JERET WILLIAMS. Employé du bureau des inspecteurs de feu de l'Etat. Résidence: 16 rue Pupière.

Planteurs Riziers,

S'adresser employées dans les meilleures à six et trente-neuve engagées dans la culture, le moulinage et la vente du riz.

Je suis en mesure de fournir le seul ELEVATEUR qui ait jamais été présenté pour Plantations des terres. Tous les autres sont des éléments et servent généralement devant la Cour des Etats Unis aux défendeurs et aux personnes qui les soutiennent, selon toute la force de la loi. Le célèbre ELEVATEUR D'EAU AMELIORÉ de A. J. FLOWER est la merveille du siècle. Un de ces élévateurs de 4 pieds avec une manivelle d'une puissance de 8 chevaux pour le faire fonctionner, élèvera deux cent mille gallons d'eau en une heure. J'ai ces machines en main, et suis prêt à les livrer sur un avis d'une heure et je garantie qu'elles font tout ce qu'on en dit.

D. M. HOLLINGSWORTH, Agent, No 11 rue de l'Union, ou boîte 2,580 de la Poste. 19juin—1t7t17c.

LA CONFIANCE, de PARIS, France.

Compagnie d'Assurance contre l'Incendie.

Organisée en 1844.

Bureau rue Favart No 2. Branche aux Etats-Unis, Département du Sud, 130 rue Commerce, Nouvelle-Orléans.

Président du Conseil d'Administration. M. Duchêne, Sénateur, ancien Ministre des Finances.

E. Barthomeuf.....Président
Chas. Maury.....Vice-Président.

Directeurs à New-York.

M. Geo. C. Magnus, de la maison Kessler, Fassbody & Co.
.. Rishd Butler, .. Howard, Sampar & Co.
.. Eugène Kelly .. Eugène Kelly & Co.
Louis de Bohlen, General Transatlantic S. S. Co.

Total de l'actif de la Compagnie au 31 décembre 1879.

Fcs. 86,478,311 10 $7,926,662 22

—Succursale aux Etats-Unis.—
Situation au 31 décembre 1879.

—ACTIF—

Dépôt en bons des Etats-Unis à 4 p. cts.....$532,510 00
Dépôt en banque.....29,567 24
Primes en voie de collection.....98,556 69

Total de l'actif.....$660,634 12

—PASSIF—

Réserves pour risques en cours.....$111,866 23
Pertes non payées.....21,870 23
Commission etc aux agents.....1,767 46

Total du passif.....$134,606 10
Excédant.....452,028 02

—Références—

M. le Vicomte F. d'Abzac, Consul de France. MM.
A. Carriere & Sons, Smith Bros & Co.,
A. Rochereau & Co, J. L. Phipps & Co.,
E. Marquess & Co, P. Fournier,
Schmidt & Ziegler, Dubreuilh & Lapeyre,
S. H. Kennedy, Président de la Banque de l'Etat.
F. Limet, Editeur de l'Abeille.

DÉPARTEMENT DU SUD.

COLOMB, RAIMONDY & CO,

H. C. Colomb, Rodolphe Raimondy, F. Gondon Agents-Généraux, 130 rue Chambres, (Hôtesse de la Banque Nationale de la Louisiane.) 17 juin—7f—1m—Dîner PP.

LA SECONDE GRANDE EXCURSION AUX JETÉES.

Le Magnifique Steamer à Passagers ROBT. E. LEE, Jno. W. Cannon, Capitaine, A été retenu et fera une seconde GRANDE EXCURSION AUX JETÉES, Dimanche, 20 juin, laissant le pied de la rue du Canal à 9 heures A. M., de retour à 10:30 du soir. Il ne sera vendu qu'un nombre limité de billets. L'excursion sera accompagnée par une musique complète. Les billets seront vendus chez Gen. E. Rivers, Monitor, rue du Canal; Effenthal, 99 Canal; Bonnecaze & Co, 3 Magazine de P. Werlein et L. Grunewald, et M. Kenta, Conducteur.

On peut se procurer des repas à bord et on le désire. Dîner 75c, souper 50c. Prix du billet, aller et retour, sans repas, $2.

Extrême 2 Gen. D. RITE, Agent. 17juin—4f 143 rue Gravier.

Avis spécial.—Le v. pour HEROINE a changé l'heure de son départ le SAMEDI de 1 P. M. à 9 A. M. à partir du samedi, 19 juin 1880.

17juin—3f W. G. COYLE, Agent.

Blanchisseuse.

Une bonne blanchisseuse (blanche) désire trouver à s'employer en cette qualité. Elle sera les recommandations voulues. S'adresser au No 94 rue de l'Esplanade. 17 juin—6f

Au Public.

Je crois devoir prévenir mes clients de la Baie St-Louis et le public en général que je continuerai, comme par le passé, à administrer la pharmacie que j'ai créée dans cette localité. La mort de mon père n'y change absolument rien. Mon stock, que j'accroîs; ne les jours, comprend les médicaments les plus frais provenant de la Nlle-Orléans et du Nord: tous les articles que je livre, sont drogues, remèdes, ou parfumerie, sont de choix et de qualité supérieure. Je crois très recommandable à mes amis et clients de préparer bien veillant qu'ils n'ont ce vieil jusqu'à ce moment, et j'espère, par mes soins et mes exactitude, m'en rendre de plus en plus digne.

EDGAR DELERY, Baie St-Louis, 14 juin 1880.

Dentistes.

C. E. KELLS & M. VIET, CHIRURGIENS-DENTISTES

No 12 rue Dauphine, immédiatement derrière le Théâtre Français, l'angle de la rue du Conti. Opérations de tout genre dans

le ressort de leur art. Force de garantie satisfaisante.

Révolution! Révolution! Dentistes de premier ordre.

Les plus grandes merveilles qui aient jamais été offertes au public. C'est le moment de venir faire remettre les dents et les opérations de toute espèce exécutées avec le plus grand art. Venez à la Nouvelle-Orléans, n'est, c'est ouvrir. Venez à la nouvelle, que je n'ai vais mes prix. Je